A photograph of a modern, multi-story building with a blue and white facade, illuminated at night. The building has a unique, angular design with several windows visible. A large white teardrop-shaped graphic is positioned to the left of the main title.

Réseau Politiques Techniques

Rencontre du 9 Avril 2019

Date 9 Avril 2019

Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et
des Politiques patrimoniales
Département des politiques techniques



Sommaire

➤ Tour de table de présentation des participants

09h45 / 10h00

1/ Amiante

10h00 / 11h30

- Point Projet en cours
 - ORIGAMI
 - PRDA - Mise au point de processus techniques innovants
- Projet CARTO Amiante
- CEVALIA – Sabine GUINE – CLESENCE et Badr RHARBI - RIVP
- Mise à jour Cahier Repère Amiante – JF VANHAMME – HTC
- Règles de l'art – Oppbtp / FFB / CAPEB
- Gestion des Déchets
 - PRDA
 - Une solution de Gestion des petites quantité de déchet
Solution COLLECO – Monsieur Emmanuel REVEAU



Sommaire

2/ Actualités techniques

11h30/ 12h15

- IMH et guide façade
- Transposition directive MCP et nouveau classement « ICPE »
- Concertation IFC

➤ DEJEUNER

3/ Les Colonnes montantes Electriques / IRVE

13h30/ 15h00

- Colonnes Montantes
 - Point ELAN et démarche de transfert
 - Présentation outil ENEDIS – Jacques BEC - ENEDIS
 - Rappel positionnement USH
- Installations de Recharge Véhicule Electrique
 - Point réglementation
 - Présentation démarche ENEDIS
 - Présentation Solution ZE-PLUG



Sommaire

4/ ACCESSIBILITE

15h00/ 16h30

- Point sur l'évolution réglementaire et engagement gouvernemental
 - Logement évolutif
 - Ascenseur R+3 / Ressaut de douche
- Fin des Ad'AP
- Présentation d'une démarche de classification du patrimoine accessible

CEP-CICAT – Monsieur HALASSA

- CONGRES HLM 2019 – AMI pour le Pavillon de l'Expo
- Tour de table – Sujets à expertiser

1

AMIANTE

- ORIGAMI
- Projet Processus Innovant
- Projet CARTO
- CEVALIA
- Cahier Repères Amiante
- Règles de l'Art
- Gestion des déchets



ORIGAMI

Outil de Repérage Interactif pour la Gestion de l'AMiante



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Un projet financé dans le cadre du PRDA,

Piloté par la Direction de l'Habitat, l'Urbanisme et des Paysages

Et réalisé par le CSTB – Emmanuel BEAUMONT



CSTB
le futur en construction

Avancement :

- Finalisation de la convention de partenariat
- Réunion de lancement le 2 mai 2019



ORIGAMI

Outil de Repérage Interactif pour la Gestion de l'AMIante

Bailleurs participants :

RIVP



Silène

habiter en région nazairienne



HAUTE-SAVOIE
HABITAT



Opac38



Angers
Loire
habitat

HAB★TAT
RÉUN★ La force
du logement
social



Atlantique
Habitations
à chacun son nid...



Sarthe Habitat

Clésence 
Groupe ActionLogement

MÉSOLIA
TERRITOIRES ET MÉTROPOLIS DU SUD-OUEST

XLHabitat

Avancer ensemble, c'est penser à tous

Processus Technique Innovant

SS4



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Un projet financé dans le cadre du PRDA,



Piloté par la Direction de l'Habitat, l'Urbanisme et des Paysages

Et porté par la filière



Avancement :

- Première réunion de restitution le 15/04/19
- Poursuite des chantiers d'évaluation
- Poursuite du recrutement de candidats



Processus Technique Innovant

SS4

Groupements interbailleurs
23 bailleurs

AORIF L'UNION SOCIALE
POUR L'HABITAT
D'ILE-DE-FRANCE

 UNION RÉGIONALE POUR L'HABITAT
Hauts-de-France

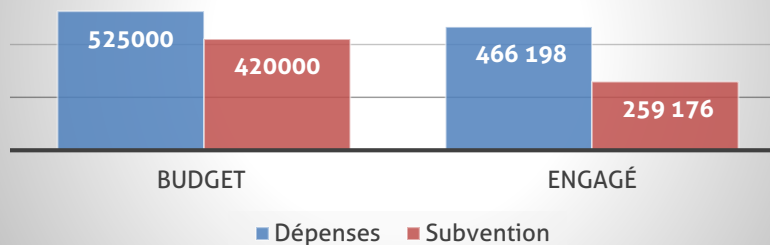
3 bailleurs porteurs de projet

 **LYON**
METROPOLE
HABITAT

est
MÉTROPOLE
HABITAT

opac
savoie

PRDA Processus Techniques Innovant SS4





Projet CARTO Amiante

➤ Avancement

- Sortie du Rapport CARTO 2 programmée avant fin Avril
- Nouveau format des fiches (résultat par processus)
- Une dizaine de situations présentées

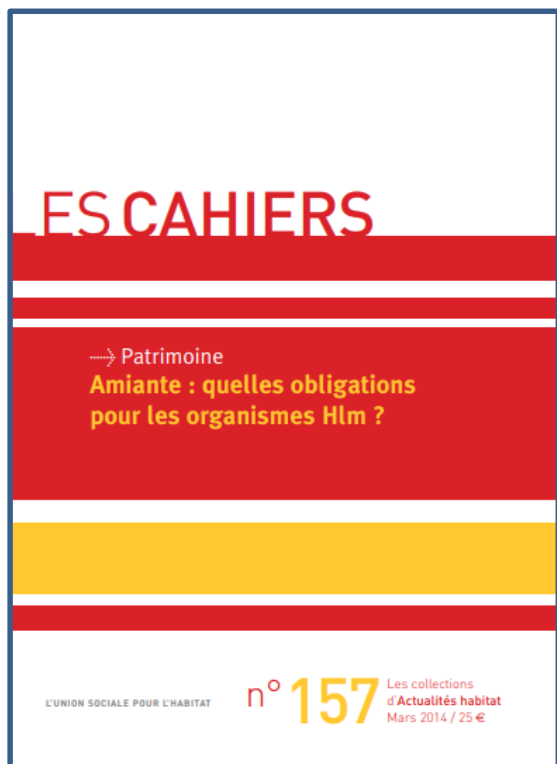
+ de 550 Chantiers réalisés
Environ 30 processus en cours



- Actualités de la commission CEVALIA
 - Nombre d'avis émis :
2 en 2017 / 4 en 2018
 - Renouvellement en cours des premiers avis
 - Perspectives



Mise à jour du cahier repères Amiante



Quelles attentes ?

Quel format ?



Projet Règles de l'Art

PACTE

PROJET

RÈGLES DE L'ART DES TRAVAUX COURANTS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE SUR MATÉRIAUX AMIANTÉS DANS LES BÂTIMENTS



Les règles de
l'**a**rt amiante



LES ACTEURS

■ Les acteurs du projet :

- Le porteur du projet :



- Les partenaires du projet :



- Soutien financier :



ECOSYSTÈME DES PROJETS AMIANTE

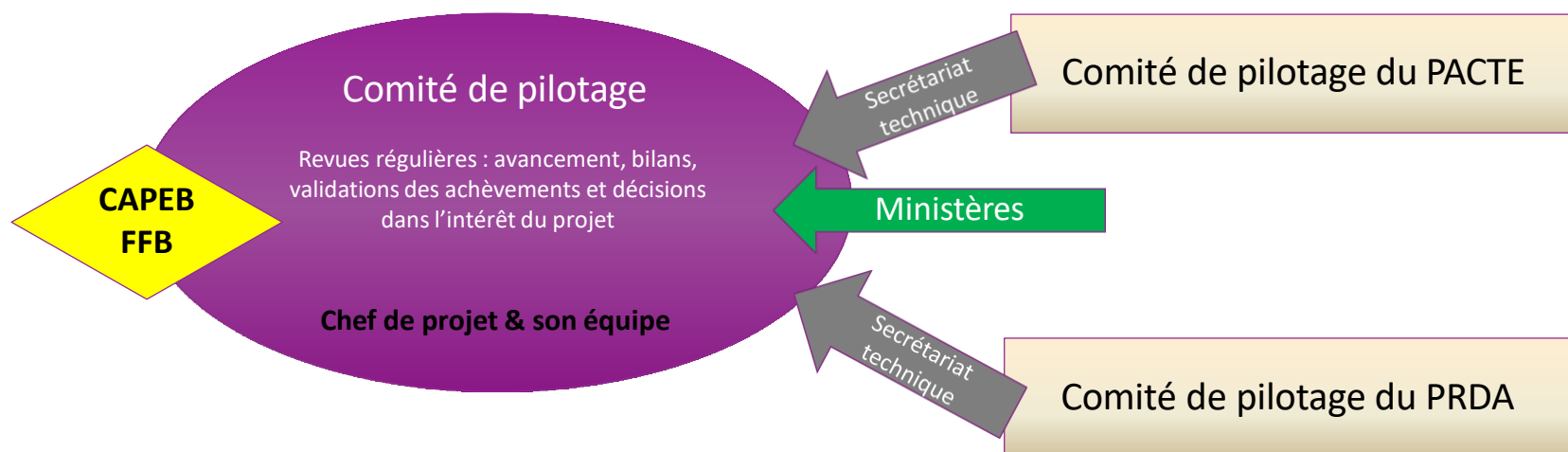
17



ORGANISATION

8

■ Pilotage du projet



Mise en œuvre du processus OPPBTP Management de projet certifié Iso 9001

Projet Règles de l'art SS4 : les chiffres

13



4 Acteurs
du projet



Durée
prévisible

18 Mois



10



mesures exploitables sur
opérateurs nécessaires pour
débuter un groupe de travail



Des règles
écrites par les
professionnels
pour les
professionnels



Budget
prévisionnel
633 000€



29

Situations de
travail courantes
identifiées



réunions par
couple
Matériaux /
Techniques

2



13 régions
impactées

Objectifs : Maîtriser le risque amiante par la standardisation, la reconnaissance et une large diffusion de pratiques professionnelles :



- Créer des standards opérationnels en s'appuyant sur le geste métier et le retour d'expérience



- Réduire les aléas de chantiers, les délais et les coûts d'intervention



- Favoriser l'appropriation par les opérateurs



- Reconnaître le travail par les pouvoirs publics, donneurs d'ordres, assureurs, organismes de formation,...

Les règles de
l'art amiante

LE PÉRIMÈTRE

Lot 1	Démontage d'éléments connexes de couverture en amiante ciment: gouttière, solins, chatières...
	Démontage / déconstruction de gaines et conduits en amiante- ciment intérieurs
	Perçage de couvertures en plaques et ardoises en amiante ciment toiture, tuile
	Recouvrement de dalles de sol ou revêtements de sol sous forme de lès ou sols souples
	Démoussage de couvertures en plaques et ardoise en amiante-ciment toiture , tuile
	Découpage de canalisations amiante-ciment extérieures
	Perçage de colles et/ ou de dalles de sol ou revêtements de sol sous forme de lès ou sols souples
	Démontage / déconstruction de couvertures en plaques et ardoise en amiante ciment toiture, tuiles
	Perçage de peintures / enduits intérieurs en bâtiment
	Démontage de canalisations amiante-ciment extérieures

Lot 2	Perçage de gaines et conduits amiante-ciment intérieurs *
	Décapage de peintures / d'enduits de façade en extérieur *
	Démontage / déconstruction de cloisons
	Grattage de peintures en intérieur bâtiment *
	Grattage de colles bitumineuses de dalles vinyle *
	Perçage de plâtres amiantés
	Perçage de colles de carrelage ou de faïence *
	Recouvrement de peintures en bâtiment (dont murs et plafonds) *
	Grattage de colles de carrelage ou de faïence *
	Perçage de peintures / d'enduits de façade en extérieur *

LE PÉRIMÈTRE (SUITE)

Lot 3	Grattage de peintures / d'enduits de façade en extérieur *
	Démontage / deconstruction de joints de chaudière
	Décollement de quelques dalles amiantées *
	Recouvrement de peintures / enduits de façade en extérieur *
	Nettoyage de gaines et conduits en amiante ciment intérieur
	Tirage de câbles / dalles de faux plafond
	Recouvrement de toitures
	Découpage de calorifuge isolant amianté *
	Grattage de joints et mastics de vitrage *
	Perçage de plaque en fibrociment *



Actualités récentes

➤ Décret du 27 Mars 2019

- *Article 1 : Définition domaine maritime*
- *Article 2 : Accréditation des laboratoires*
- *Article 3 : Echéancier d'entrée en vigueur*
- *Article 4 : Protection des marins*

➤ *Arrêt de la cours de cassation du 5 avril 2019*

L'indemnisation du préjudice d'anxiété élargie à tous les travailleurs



Amiante et Gestion des Déchets

- *PRDA : Constat d'absence d'avancée sur ce sujet*
- *Exonération de TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) pour les déchets d'EPI et de MPC pollués par des fibres d'amiante*

Article 266 sexies

I.-Il est institué une taxe générale sur les activités polluantes qui est due par les personnes physiques ou morales suivantes :

.../...

II.-La taxe ne s'applique pas :

.../...

1 ter. Aux réceptions de déchets de matériaux de construction et d'isolation contenant de l'amiante et aux déchets d'équipement de protection individuelle et de moyens de protection collective pollués par des fibres d'amiante.



Gestion des déchets amiante en petite quantité

- Présentation de la solution : Monsieur REVEAU – COLLECO



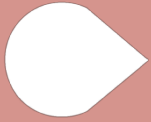
- Présentation d'une expérience bailleurs : CLESENCE



2

Politiques Techniques

- IMIH – Guide façade
- Transposition Directive MPC
- Concertation IFC



IMIH et façades

Contexte : Loi ELAN et rapport CSTB sur la sécurité incendie suite à l'incendie de GREENFELD

Réglementation : ELAN Article 20

Déclinaison

1 décret

moyen

1 arrêté

accepté

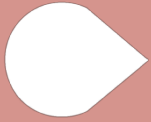
Précautions :

**Textes en cours de concertation et non finalisés
au 9 avril 2019**

Présentation au CSCEE du 19 mars 2019

1 arrêté modifiant l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

Questionnement : Comment renforcer la sécurité des façades dans un contexte de réhabilitation thermique ?

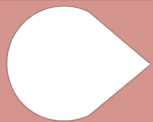


IMH et façades

Impact Bailleur :

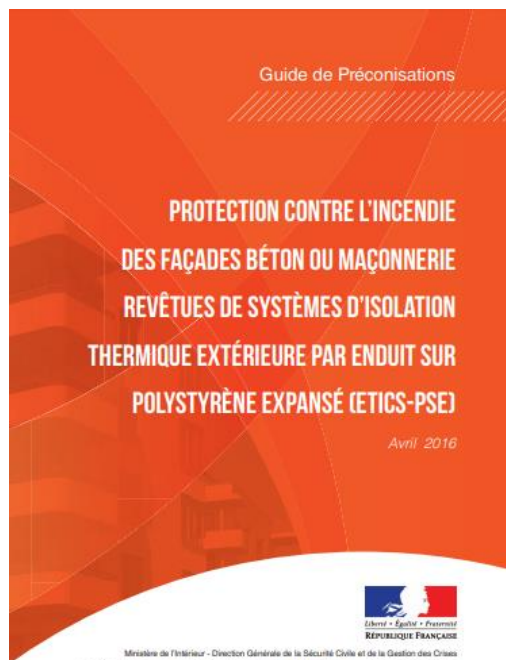
- Limitation des matériaux disponibles
- Augmentation coût vs augmentation sécurité
- Possibilité d'utiliser les solutions de références (cf arrêté – Matériau quasiment incombustible ou des appréciations de laboratoires (guides ou essais)
- Eclaircissement sur Hauteur des bâtiments

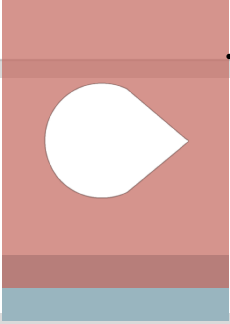
Entrée en vigueur : **Sous réserve de la publication en l'état des textes**, les dispositions s'appliquent pour les travaux de rénovation de façade dont le PC ou la DT est déposé à partir du 1 janvier 2020.



IMI et façades

Guides Façades :





IMH et façades

Référence pour la définition des hauteurs de bâtiments

Projet d'écriture de l'Article 2 du projet d'arrêté modificatif

A l'article 3, dans le 4°, la première phrase est remplacée par :

« Habitations dont le plancher bas du niveau le plus haut est situé à cinquante mètres au plus

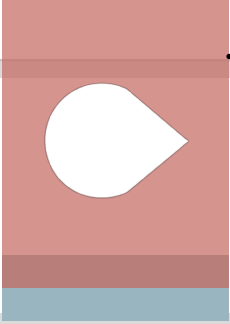
au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services publics de secours et

de lutte contre l'incendie, et qui ne relèvent pas des trois autres familles d'habitation. »

Dans le 5° du même article il est ajouté après les mots « bâtiments » la mention « des trois

premières familles »

« Habitations dont le plancher bas du **niveau le plus haut** est situé à cinquante mètres au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie, et qui ne relèvent pas des trois autres familles d'habitation. »



IMIH et façades

Référence pour la définition des hauteurs de bâtiments

Article 3 Arrêté du 31 Janvier 1986 (en vigueur)

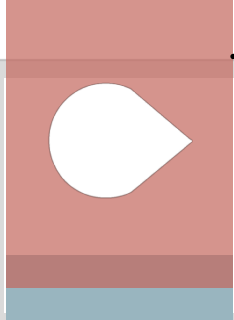
.../...

5° Duplex 2^{ème} alinéa du Projet Arrêté modificatif

Pour le classement des bâtiments Dans le 5° du même article il est ajouté après les mots « bâtiments » la mention « des trois premières familles »

5° Duplex et triplex.

Pour le classement des bâtiments **des trois premières familles**, seul le niveau bas des duplex ou des triplex des logements situés à l'étage le plus élevé est pris en compte si ces logements disposent d'une pièce principale et d'une porte palière en partie basse et que les planchers des différents niveaux constituant ces logements répondent aux caractéristiques de l'article 6..../...



IMIH et façades

Actualité au 12/04/19

<https://www.batiactu.com/edito/gouvernement-justifie-renforcement-securite-incendie-56111.php>



Directive MPC

Installations de combustion > 1 MW

Contexte : Transposition de la Directive EU – 2015/2193 relative à la limitation des émissions de polluants (Directive MCP)

Déclinaison réglementaire :

- Décret n.2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110



Les évolutions relatives aux installations de combustion

20 mars 2018

DIRECTIVE MCP

- La directive MCP prévoit :

installations => déclarées ou autorisées avant leur mise en service et inscrites au sein d'un registre ;

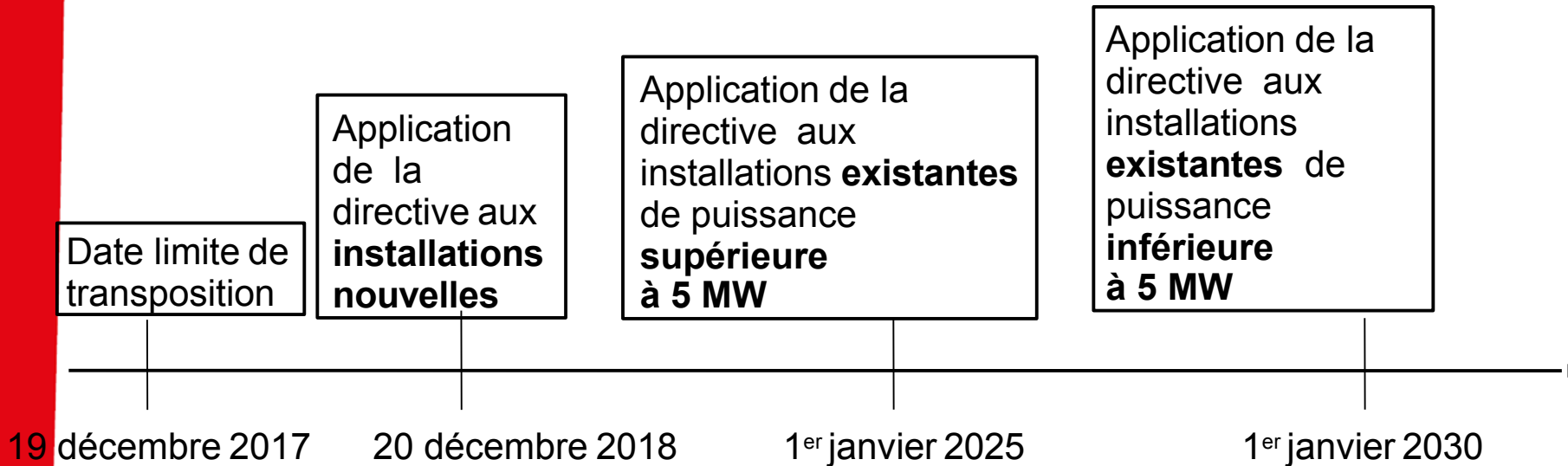
le respect des VLE pour SO₂, NOx et poussières ;

un suivi périodique des émissions de SO₂, NOx, poussières et CO ;

un contrôle régulier par les États membres de ces installations.

DIRECTIVE MCP

- Le calendrier d'application suivant :



CLASSEMENT EN SOUS-RUBRIQUE

■ 2910-A

Puissance comprise entre **1 MW (au lieu de 2 MW)**



et 20 MW

=> établissement soumis à déclaration (DC)

Puissance comprise entre 20 et à 50 MW



=> établissement soumis à **enregistrement (E)**
(au lieu d'autorisation)

■ 2910-B1

Puissance comprise entre **1 MW (au lieu de 0,1 MW)**



et 50 MW

=> établissement soumis à enregistrement (E)
(au lieu d'autorisation à partir de 20 MW)

■ 2910-B2



Puissance comprise entre 0,1 MW et 50 MW

=> établissement soumis à autorisation (A)

CLASSEMENT EN SOUS-RUBRIQUE

■ 2910-A

- Puissance comprise entre **1 MW (au lieu de 2 MW)** et 20 MW => établissement soumis à **déclaration** (DC)
- Puissance comprise entre 20 et à 50 MW => établissement soumis à **enregistrement** (E) (au lieu d'autorisation)

■ 2910-B1

Puissance comprise entre 1 MW (au lieu de 0,1 MW) et 50 MW => établissement soumis à enregistrement (E) (au lieu d'autorisation à partir de 20 MW)

■ 2910-B2

Puissance comprise entre 0,1 MW et 50 MW => établissement soumis à autorisation (A)

Rappel :

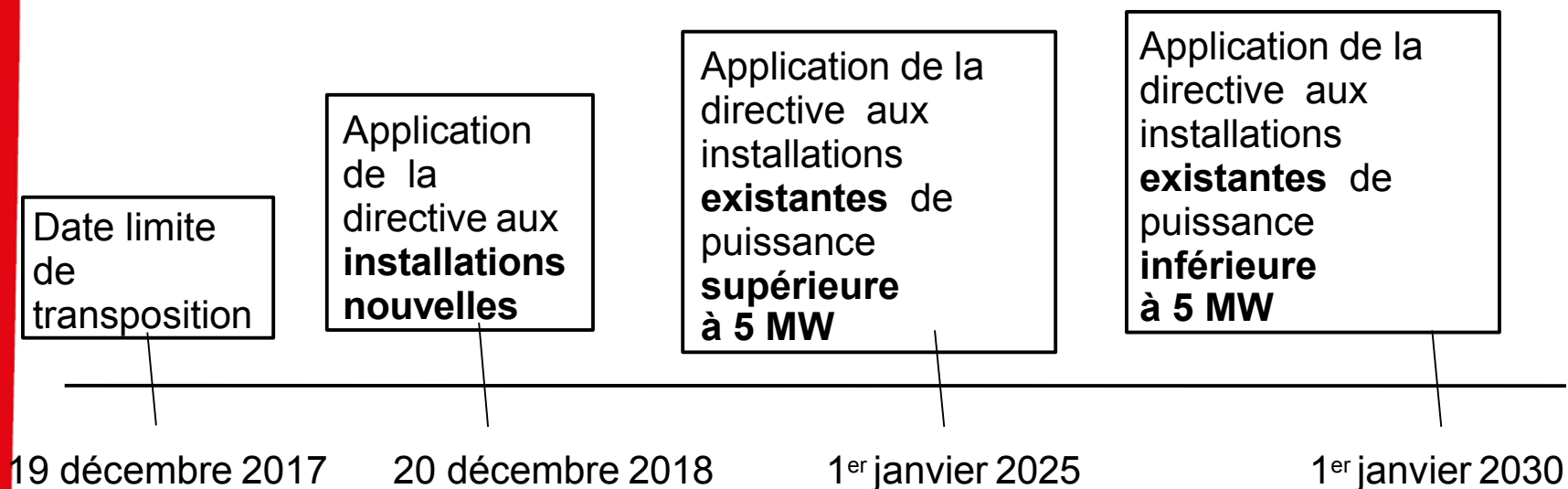
2910-A : Gaz naturel, GPL, biométhane, FOD, charbon, FOL, biomasse a) – b)i) – b)iv), produits connexes de scierie, chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b)v), biomasse SSD, biogaz issu de 2781-1

2910-B-1 : Biomasse b)ii) – b)iii) – b)v), biogaz autre que 2910-A, Déchets autres que biomasse SSD

2910-B-2 : Produit autres que ceux visés ci-dessus

DIRECTIVE MCP

- Le calendrier d'application suivant :



- Entrée en vigueur de la rubrique 2910 = 20 décembre 2018

=> Bénéfice des droits acquis (article L. 513-1 du code de l'environnement) : déclaration attendue **un an** à compter de la date du 20 décembre 2018 pour les installations **entre 1 MW et 2 MW (2910-A)** via le service de télédéclaration

DÉFINITION DE LA PUISSANCE THERMIQUE NOMINALE

- **AM déclaration/enregistrement : (définition de la directive MCP)**

« Puissance thermique nominale totale de l'installation » : somme des puissances thermiques nominales de **tous les appareils de combustion** unitaires de puissance thermique nominale **supérieure ou égale à 1 MW** qui composent l'installation de combustion, exprimée en mégawatts thermiques (MW).

Lorsque plusieurs appareils de combustion qui composent l'installation sont dans **l'impossibilité technique de fonctionner simultanément**, la puissance de l'installation est la valeur maximale parmi les sommes de puissances des appareils pouvant être simultanément mis en œuvre ;

- **AM autorisation MCP : (définition de la directive MCP)**

« Puissance thermique nominale totale » : idem (appareil de plus de 1 MW et règle de fonctionnement simultanée) +

Aux fins du calcul de la puissance thermique nominale totale au présent arrêté, **on ne tient pas compte** de la puissance thermique nominale **des appareils listés au point III de l'article 3 qui n'entrent pas dans le champ d'application du présent arrêté** (fours à coke, réchauffement direct séchage,...) ;

- **AM autorisation IED**

« Puissance thermique nominale totale » : la somme des puissances thermiques nominales de tous les **appareils de combustion de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW** qui composent l'installation de combustion, exprimée en mégawatts thermiques (MW).
+ idem (règle fonctionnement simultané et non comptage des appareils visés par la liste d'exclusion)

EXEMPLES – EN MARS 2018

Ch. Gaz
nat
0,8 MW

Ch. Gaz
nat
0,8 MW

Ch. Gaz
nat
0,8 MW

.....

100 installations de puissance < 1 MW

Pas d'**AM applicable** mais dispositions
particulières prescrites dans l'arrêté préfectoral
selon les enjeux



Classement ICPE de l'établissement :

$P_{\text{totale}} = 80 \text{ MW}$

=> 3110 : Autorisation

Mardi de la DGPR

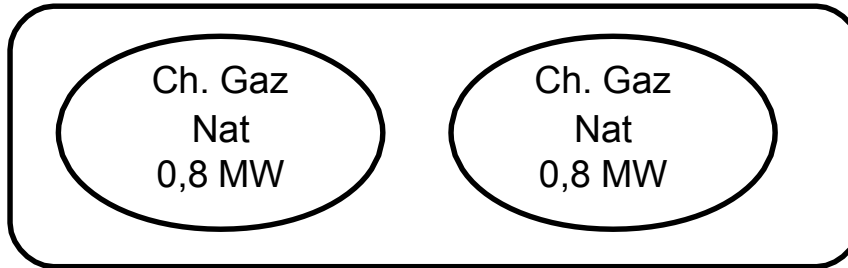


Les installations de combustion moyennes

20 novembre 2018

EXEMPLES

Installation



puissance des appareils
< 1 MW

-AM déclaration mais certaines dispositions pas applicables aux appareils (VLE...)

- dispositions particulières applicables si inclus dans un PPA,
- arrêté du 02/10/09 (chaudières entre 400 kW et 20 MW)
- articles R224-21 à R224-28 (rendements minimaux et équipements)
- arrêté de prescriptions spéciales selon enjeux locaux....

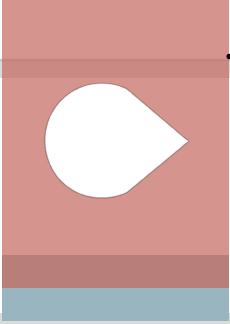
Même si appareils < 1 MW, contrôle périodique exigé tous les 5 ans (10 ans si établissement certifié) \Rightarrow permet de vérifier si modification des installations

\Rightarrow 1^{er} contrôle technique avant le 20 décembre 2020 (Art. R. 512-58 du CE)

Classement ICPE de l'établissement : $P_{\text{totale}} = 1,6 \text{ MW}$
 \Rightarrow **2910-A : Déclaration avec contrôle périodique**

ARRÊTÉ DÉCLARATION

- Champ d'application (Art. 1^{er}) : Installations de combustion de puissance $\geq 1\text{MW}$ et $< 2\text{ MW}$ désormais ICPE
- Installation mise en service à **partir du 20/12/2018** déclaration initiale : formulaire CERFA n° 15271
 - Dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 03 août 2018 applicable
 - 1^{er} contrôle technique dans les 6 mois suivant sa mise en service (Art. R. 512-58 du CE)
- Installation mise en service **avant le 20/12/2018**
 - **Bénéfice de l'antériorité : formulaire CERFA n° 15274**
 - Seules les dispositions prescrites aux installations existantes sont applicables à l'installation de combustion
 - 1^{er} contrôle technique avant le 20 décembre 2021 (Art. R. 512- 58 du CE et point C.I de l'annexe II de l'arrêté déclaration)



Directive MPC

Installations de combustion > 1 MW

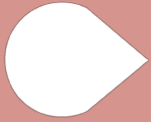
Action :

Recensement des installations concernées

Déclaration des installations avant le 20 décembre 2019
pour conserver l'antériorité des droits acquis.
(Disposition constructive)

Edition d'une note USH en partenariat avec ERESE

Mobilisation USH auprès de l'administration



Concertation IFC

Article 71– Individualisation des Frais de Chauffage

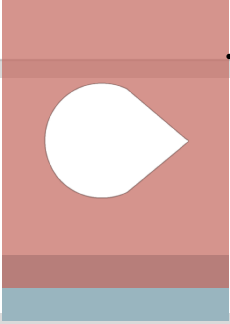
L'article L. 241-9 du code de l'énergie est ainsi modifié :

.../...

c) À la fin, les mots : « résultant de la nécessité de modifier l'ensemble de l'installation de chauffage » sont remplacés par les mots : « au regard des économies attendues » ;

4° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'il n'est pas rentable ou techniquement possible d'utiliser des compteurs individuels pour déterminer la quantité de chaleur, des répartiteurs des frais de chauffage individuels sont utilisés pour déterminer la quantité de chaleur à chaque radiateur, à moins que l'installation de tels répartiteurs ne soit ni rentable ni techniquement possible. Dans ces cas, d'autres méthodes rentables permettant de déterminer la quantité de chaleur fournie à chaque local occupé à titre privatif sont envisagées. Un décret en Conseil d'État précise le cadre de mise en place de ces méthodes. »



Concertation IFC

Article 71 – Individualisation des Frais de Chauffage

Concertation réalisée le 2 avril 2019 par la DGEC

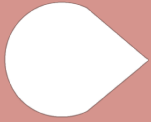
Projet de textes présentés en CSCEE le 16 avril

- Décret
- Arrêté

ATTENTION
Projet non finalisé

Consultation publique jusqu'au 26/04/19

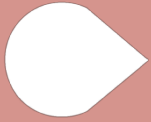
http://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/projets-de-decret-et-d-arrete-pris-en-application-a1934.html?id_rubrique=1



Concertation IFC

Point de vigilance

- Exonération pour
 - Immeubles foyers
 - Impossibilité technique de mesurer la chaleur consommée par chaque local pris séparément ou impossibilité de mettre en place des équipements permettant de moduler la chaleur fournie aux immeubles d'habitation consommant moins de **80** kwh/an/m² de surface habitable
- Pour ECS → obligation Télérélevé pour nouveau compteur et pour tous les compteurs au 1 janvier 2027



Concertation IFC

Points de vigilance

- Obligation d'afficher dans les PC la consommation moyenne sur les 3 dernières années
- Obligation d'informer les locataires de la consommation moyenne sur les 3 dernières années
- A partir du 1 janvier 2022, les relevés de chauffage, froid et Ecs sont communiqués mensuellement aux occupants
- Les informations passées sont mis à la disposition d'un fournisseur de services désignés par l'occupant si ce dernier en fait la demande ?



Concertation IFC

Justification de l'absence de rentabilité

Annexe II - Justification de l'absence de rentabilité

La justification repose sur un calcul en coût global actualisé sur 10 ans (CGA). Les principales hypothèses permettant de justifier de l'absence de rentabilité de la mise en place des compteurs individuels ou, le cas échéant, de répartiteurs de frais de chauffage sont les suivantes :

- Le gain énergétique lié à la mise en place d'appareils permettant la détermination de la quantité de chaleur consommée pris égal à 15% ;
- Le taux d'actualisation pris égal à 4% ;
- Le taux d'évolution du prix des énergies pris égal à 4% par an ;
- Le taux d'évolution du prix des prestations d'individualisation de frais de chauffage pris égal à 1,7% par an.

Une feuille de calcul sera mise à disposition sur le site du ministère chargé de la construction.



Concertation IFC

Action USH

Mobilisation afin de porter des propositions différentes :

- Réduire l'estimation de gain car celui retenu est éloigné de la réalité
- Proposition de modulation du calcul de rentabilité pour les immeubles sous contrat de performance énergétique ou contrat à intéressement
- Exemption des immeubles intégrés dans un plan de réhabilitation à court terme.
- Prise en compte des coûts indirects induits par la mesure (accompagnement locataire, temps passé afin d'assurer un taux de pénétration satisfaisant, gestion des anomalies, ...)

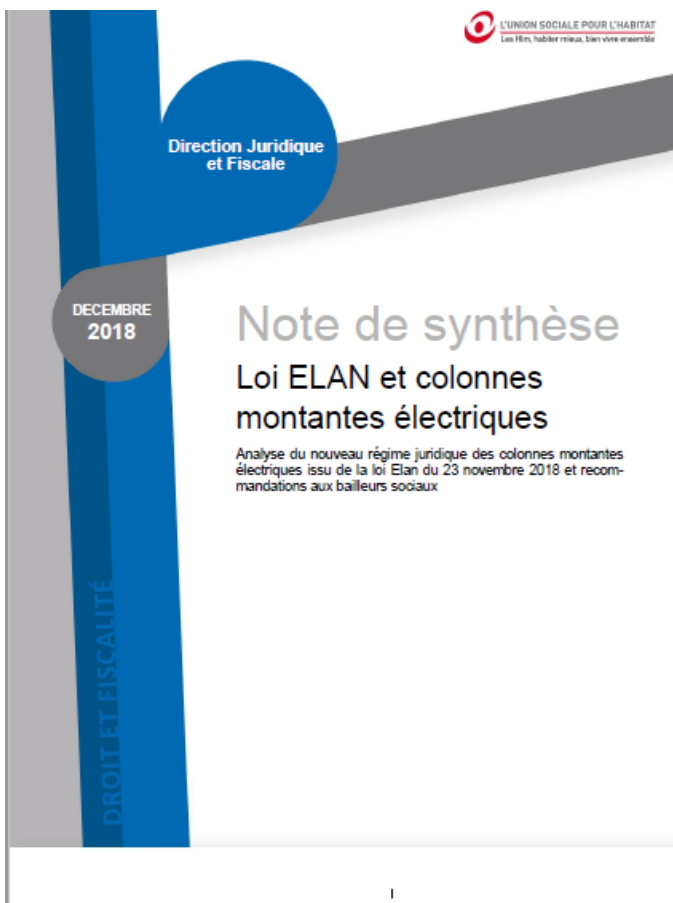
3

Colonnes Montantes et IRVE



Colonnes Montantes Electriques

Point ELAN et démarche de transfert



L'USH a diffusé une note
de synthèse détaillant le
texte et proposant une
méthodologie

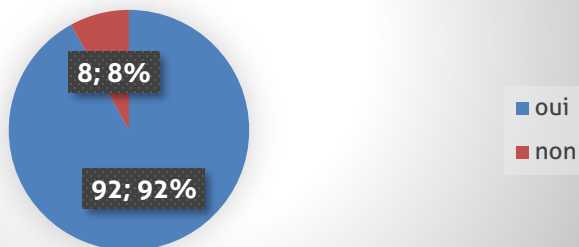


Colonnes Montantes Electriques

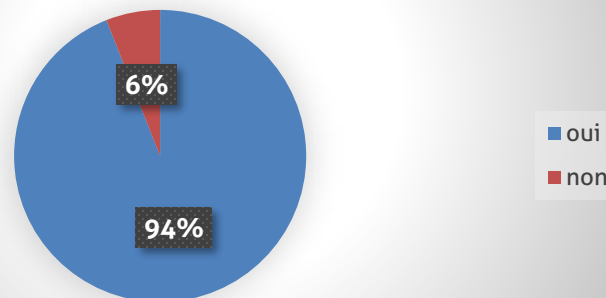
Point ELAN et démarche de transfert

Résultat enquête réalisée fin février auprès de la filière technique

Avez-vous eu connaissance de la circulaire USH n°89/18 du 20.12.2018 ?



La note de synthèse répond-elle à vos questionnements ?



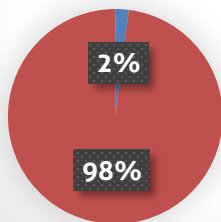
Bonne connaissance de la circulaire USH et cette dernière a répondu aux attentes



Colonnes Montantes Electriques

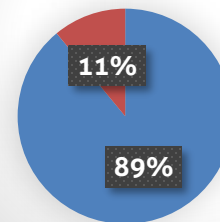
Point ELAN et démarche de transfert

Votre organisme a-t-il décidé d'exercer son droit de conserver la propriété des colonnes ?



■ oui
■ non

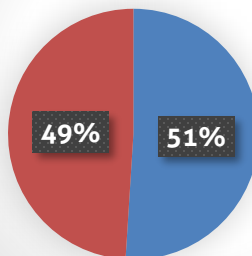
Votre organisme a-t-il décidé de bénéficier de la possibilité de transfert anticipé des colonnes ?



■ oui
■ non

Volonté de transfert et de transfert anticipé

L'organe de gouvernance (CA ou Directoire) a-t-il été saisi ?



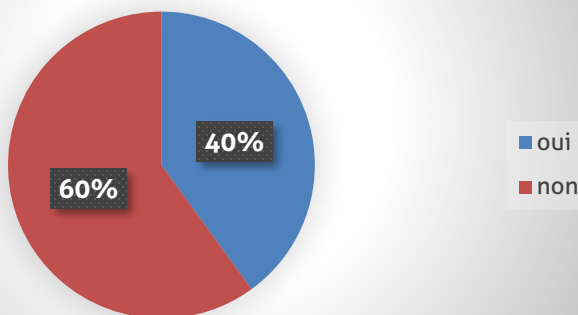
■ oui
■ non



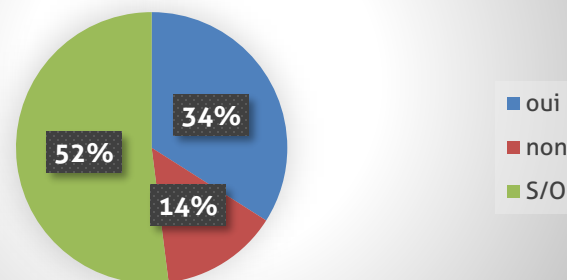
Colonnes Montantes Electriques

Point ELAN et démarche de transfert

Votre organisme a-t-il été contacté par les GRD pour une présentation du sujet ?

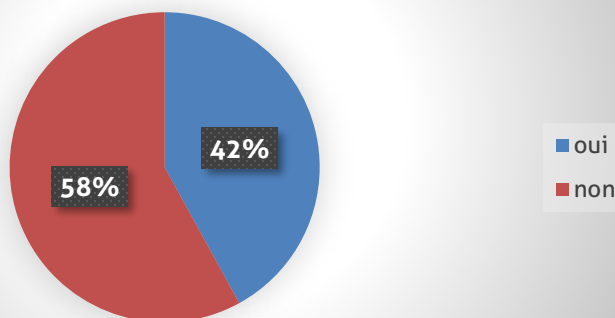


Dans le cas d'échange avec les GRD, ces derniers vous ont-ils explicité votre droit de transférer sans délai les colonnes ?



Faible Contact avec les GRD et méconnaissance de l'outil

Avez-vous connaissance de la mise à disposition prochaine d'un portail informatique par ENEDIS ?





Colonnes Montantes Electriques

Portail Numérique ENEDIS



[https://transfert-colonne-electrique.enedis.fr/login.](https://transfert-colonne-electrique.enedis.fr/login)



Colonnes Montantes Electriques

Rappel position USH

- 1/ Faire délibérer l'organe de gouvernance afin de valider l'acceptation de transfert de l'ensemble des colonnes montantes au GRD
- 2/ Ne pas attendre le délai de 2 ans (1)

La loi permet un transfert immédiat, il est souhaitable pour les propriétaires de ne pas attendre le délai de 2 ans.
- 3/ Informer le GRD de la mise en service de l'installation d'Electricité (AODE)
- 4/ Apporter le maximum d'information au GRD et renseigner le portail numérique mis à disposition par ENEDIS



Installation Recharge Véhicules Electrique

CONTEXTE actuel : [Article R111-14-2 du CCH](#)

- Pré-équipement limité (50% ou 75%)
- Réserve de puissance de 20 %

Evolution en cours : [Article 23 et 24](#)
du [projet de loi d'Orientation des Mobilités \(LOM\)](#)

- Pré- équipement à 100 % pour la construction neuve
- Obligation de pré-équipement en cas de réhabilitation lourde (suivant cdt)



Installation Recharge Véhicules Electrique

CONTEXTE actuel : Article R111-14-2 du CCH

- Pré-équipement limité (50% ou 75%)
- Réserve de puissance de 20 %

Evolution en cours : Article 23 et 24
du projet de loi d'Orientation des Mobilités (LOM)

- Voté au Sénat le 3 avril 2019
- Transmis à l'assemblée le 4 avril 2019
- En examen par la commission

Développement Durable et de l'aménagement des territoires



Installation Recharge Véhicules Electrique

- Construction Neuve Résidentielle → 100 % de pré-équipements si plus de 10 places

II. – Dans les parcs de stationnement comportant plus de dix emplacements de stationnement, situés dans des bâtiments résidentiels neufs ou jouxtant de tels bâtiments, la totalité des emplacements sont pré-équipés et l'équipement pour la recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables permet un décompte individualisé des consommations d'électricité.

Art. L. 111-3-3. – Pour l'application des articles L. 111-3-4 à L. 111-3-7, le pré-équipement d'un emplacement de stationnement consiste en la mise en place des conduits pour le passage des câbles électriques et des dispositifs d'alimentation et de sécurité nécessaires à l'installation ultérieure de points de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables.

Un décret en Conseil d'État fixe les caractéristiques minimales des dispositifs d'alimentation et de sécurité des installations de recharge pour véhicule électrique ou hybride rechargeable.



Installation Recharge Véhicules Electrique

- Réhabilitation de parc de stationnement de plus de 10 places
→ 100 % de pré-équipements sous condition d'une Rénovation importante du parc ou des installations électriques du bâtiment.

1° Une rénovation est qualifiée d'importante lorsque son montant représente au moins un quart de la valeur du bâtiment hors coût du terrain.

Exemption :

1° Lorsque, dans les cas de rénovation importante, le coût des installations de recharge et de raccordement représente plus de 7 % du coût total de cette rénovation.



Installation Recharge Véhicules Electrique

Article 24 du PJ LOM → Droit à la prise

Art. L. 111-3-8. – Le propriétaire d'un immeuble doté d'un parc de stationnement d'accès sécurisé à usage privatif ou, en cas de copropriété, le syndicat représenté par le syndic ne peut s'opposer sans motif sérieux et légitime à l'équipement des emplacements de stationnement pour la recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables et permettant un décompte individualisé des consommations, à la demande d'un locataire ou occupant de bonne foi des emplacements de stationnement et aux frais de ce dernier.

Constitue notamment un motif sérieux et légitime au sens du premier alinéa la préexistence de tels équipements ou la décision prise par le propriétaire d'installer de tels équipements dans un délai raisonnable.



Installation Recharge Véhicules Electrique

Raccordement d'Installations de
Recharge de Véhicules Electriques
dans le résidentiel collectif existant



ENedis
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Olivier TERRAL
Responsable du Pôle co-construction
et partenariats



Installation Recharge Véhicules Electrique



ZEPLUG



Mélody Roy
Responsable Grands Comptes

USH - Journée Réseau - 9 Avril 2019

4

Accessibilité



Accessibilité

Trois actualités

Loi Elan :

- Logement évolutif
- Délai de réponse pour toute demande d'adaptation du logement par et à la charge de son occupant

Engagement gouvernemental :

- Ascenseur

Accessibilité

Loi Elan → Logement évolutif

Article 64

I. L'article L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigé :

Art. L. 111-7-1.-Des décrets en Conseil d'Etat, pris après avis du Conseil national des personnes handicapées, fixent les modalités relatives aux personnes handicapées prévues à l'article L. 111-7-1 pour les bâtiments ou parties de bâtiments de caractère particulier :

Bâtiments nouveaux

Décret d'application

1° Les modalités de construction de bâtiments d'habitation dans les conditions dans lesquelles, en fonction des caractéristiques de ces bâtiments, 20% de leurs logements, et au moins un logement, sont accessibles tandis que les autres logements sont évolutifs.



Accessibilité

Loi Elan → Logement évolutif

La conception des logements évolutifs doit permettre la redistribution des volumes pour garantir l'accessibilité ultérieure de l'unité de vie, à l'issue de travaux simples. Est considéré comme étant évolutif tout logement dans les bâtiments d'habitation collectifs répondant aux caractéristiques suivantes :

- a) Une personne en situation de handicap doit pouvoir accéder au logement, se rendre par un cheminement accessible dans le séjour et le cabinet d'aisance, dont les aménagements et les équipements doivent être accessibles, et en ressortir ;
- b) La mise en accessibilité des pièces composant l'unité de vie du logement est réalisable ultérieurement par des travaux simples.



Accessibilité

Loi Elan → Logement évolutif

2° Les modalités particulières applicables à la construction de maisons individuelles ;

3° Les modalités particulières applicables à la construction de logements vendus en l'état futur d'achèvement et faisant l'objet de travaux modificatifs de l'acquéreur ;

4° Les modalités particulières applicables à la construction de logements locatifs sociaux édifiés et gérés par les organismes et les sociétés mentionnées à l'article 31-1, ainsi que les modalités qui garantissent la mise en œuvre de leur obligation d'accessibilité dans un délai raisonnable et sans préjudice des éventuelles aides que ces derniers peuvent recevoir pour ces travaux.

Décret d'application et arrêté
en cours



Accessibilité

Loi Elan → Logement évolutif

Projet d'arrêté **en cours de rédaction** :

La conception des logements évolutifs devra permettre la redistribution des volumes par des travaux simples pour garantir l'accessibilité ultérieure de l'unité de vie.

Pourraient être considérés comme simples, les travaux respectant les conditions suivantes :

- Être sans incidence sur les éléments de structure ;
- Ne pas nécessiter une intervention sur les chutes d'eau, sur les alimentations en fluide et sur les réseaux aérauliques situés à l'intérieur des gaines techniques appartenant aux parties communes du bâtiment ;
- Ne pas intégrer de modifications sur les canalisations d'alimentation en eau, d'évacuation d'eau et d'alimentation de gaz nécessitant une intervention sur les éléments de structure ;
- Ne pas porter sur les entrées d'air ;
- Ne pas conduire au déplacement du tableau électrique du logement.



Accessibilité

Engagement gouvernemental

Publication du DECRET du 11 avril 2019 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité des bâtiments d'habitation

Article 1^{er} - ASCENSEUR

Un projet de nouvelle écriture de l'alinéa 2 de l'article R. 111-5 du code de la construction et de l'habitation est en cours.

→ Obligation d'installation d'un ascenseur dès R+3

L'alinéa 4 de l'article R. 111-5 du code de la construction et de l'habitation est supprimé.



Accessibilité

Présentation d'une démarche de classification de l'accessibilité
d'un patrimoine

CEP CICAT : Monsieur HALASSA
 Monsieur FABERT



Prochaine réunion :
Le 10 Octobre 2019

Merci de votre attention

Union nationale des Fédérations d'organismes Hlm
14, rue Lord-Byron, 75384 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 75 78 00 – Fax : 01 40 75 79 83

www.union-habitat.org